

Toepassing van artikel 7 van het Reglement van inwendige orde van de gemeenteraad.
Voorstel van motie ingediend door de fractie 'PS - Vooruit' en medeondertekend door de fracties 'Team Fouad Ahidar 1070', 'Ecolo-Groen' en 'PTB-PVDA' betreffende de explosie van de energieprijzen

M. KHAZRI :

Mesdames et Messieurs, chers collègues, aujourd'hui nous abordons une urgence absolue, une crise qui frappe de plein fouet nos concitoyens par l'explosion insoutenable des prix de l'énergie. Pouvoir se chauffer et se déplacer ou tout simplement vivre dignement ne devrait jamais être un luxe. C'est pourtant devenu la dure réalité d'un grand nombre de gens, concitoyens, et de leur famille. Face à cette détresse, l'attitude du Gouvernement fédéral est incompréhensible.

Au lieu de protéger la population il l'assomme par des taxes et menaces sur le maintien du tarif social. C'est inacceptable, nous ne pouvons pas accepter cela. Le constat sur le terrain est sans appel. Face à cette détresse l'attitude du Gouvernement, est incompréhensible. Le constat est frappant. Les prix du gaz, du mazout, des carburants s'envolent et ce sont systématiquement les ménages les plus modestes qui en payent le prix fort.

Nos CPAS, déjà mis sous pression par les mesures d'exclusion du chômage, vont devoir faire face à une nouvelle vague de demandes. Nos services publics locaux, nos écoles, nos associations vont voir leur propre facture exploser.

Ce qui menace leur mission essentielle, en taxant d'avantage en détricotant nos protections le Gouvernement fédéral ne fait qu'aggraver cette fracture.

Face à cela, notre Commune d'Anderlecht refuse la fatalité et refuse de garder les bras croisés. C'est pour cela que nous devons demander des prix régulés. L'énergie est un bien de première nécessité qui doit rester accessible à tous et particulièrement en cette période de crise. La pérennisation du tarif social, qui est très important, ce bouclier doit être étendu pour protéger les plus faibles et les plus fragiles, et non les supprimer.

Un refinancement massif de nos CPAS, ils doivent impérativement obtenir les moyens d'aider ceux qui en ont besoin. Les CPAS sont aujourd'hui notre dernier filet de sécurité sociale. Quand le fédéral réduit les protections, c'est vers notre commune que les citoyens se tournent en désespoir de cause. Nous refuser ce moyen supplémentaire c'est transférer les engagements du fédéral sur les épaules des pouvoirs locaux. Donc c'est aussi condamner nos travailleurs sociaux à l'épuisement et forcer des familles à des choix impossibles, entre se nourrir et se chauffer.

Il faudra aussi penser à la création d'un fournisseur public d'énergie. C'est la seule garantie pour des tarifs justes, durables et sur un long terme. Il faut aussi penser pour

soutenir nos communes, nous sommes les premiers en ligne et pour cela nos communes ont besoin de moyens pour agir efficacement, à notre échelle.

Mesdames et Messieurs, cette motion est plus qu'un texte. C'est un appel à la dignité, à la responsabilité. Nous ne laisserons pas nos citoyens dans le froid, dans l'angoisse. C'est pour cela qu'Anderlecht doit montrer de l'effort. C'est pourquoi je vous demande, au nom du groupe « PS - Vooruit », de soutenir cette motion à l'unanimité. Je vous remercie de votre soutien.

A. BESTARD :

Avec le groupe « PTB », nous allons soutenir cette motion puisque la guerre illégale des États-Unis et d'Israël contre l'Iran entraîne des conséquences dramatiques.

Évidemment, en premier lieu pour la population sur place qui paye le prix de leur vie et la destruction de leur pays. Cette guerre provoque des massacres, déstabilise des régions entières, des déplacements massifs de population, mais elle fait aussi monter les prix, attaque le pouvoir d'achat et casse l'économie ici.

Cette guerre frappe les travailleurs et les familles, avec des prix de l'énergie qui flambent. La crise énergétique que nous sommes en train de vivre, est plus grave que la crise de 1973. La priorité absolue est que le Gouvernement belge cesse de soutenir cette guerre et fasse tout ce qu'il est dans son pouvoir pour y mettre fin. Nous devons vraiment, la commune d'Anderlecht, pousser la Belgique pour qu'elle suive l'exemple de l'Espagne et condamne cette guerre illégale.

Nous avons des politiciens « va-en-guerre » comme Bouchez et Francken qui plaident pour une nouvelle escalade militaire et qui disent que nous devons accepter le prix de la guerre et des sanctions. Ce ne seront pas eux qui payeront la facture mais les travailleurs. Ce sont les familles, ce sont les petits indépendants qui vont subir cette crise de plein fouet.

Nous refusons de payer la facture pour les politiques guerrières de Trump, Bouchez et Francken. Comment osent-ils dire que cette guerre est dans notre intérêt ? On peut agir et plutôt qu'augmenter les accises, notre Gouvernement devrait les baisser ses taxes plutôt que de justifier une guerre, ils devraient tout faire pour s'y opposer activement. Et donc notre Commune doit se positionner clairement dans ce sens et pousser le Gouvernement fédéral à aller également dans ce sens. On est en période d'une nouvelle explosion des prix et les pouvoirs publics ont le devoir de protéger la population plutôt que de la taxer davantage.

B. CHIH :

Aujourd'hui, derrière cette motion, il y a une réalité très simple : à la suite de cette nouvelle guerre illégale et impérialiste, les factures énergétiques risquent d'exploser, et ce seront les citoyens, mais aussi les entreprises, qui en paieront le prix.

À Anderlecht comme ailleurs, des familles risquent de devoir faire des choix impossibles : se chauffer, se déplacer, ou simplement vivre dignement. Et de nombreuses entreprises, de nombreux indépendants, de nombreux commerçants risquent de voir leurs coûts augmenter fortement, avec un impact direct sur l'emploi et l'activité locale.

Tant que nous dépendrons à ce point des énergies fossiles, nous resterons exposés à des hausses brutales et incontrôlables des prix de l'énergie.

Face à cela, il y a urgence.

- Urgence sociale : protéger les ménages, renforcer les moyens des CPAS.
- Urgence économique : soutenir nos entreprises et préserver notre tissu local.
- Et surtout, urgence structurelle : sortir de cette dépendance.

Parce que la meilleure protection, ce n'est pas seulement d'amortir les crises, c'est de ne plus les subir.

Et la solution, elle est connue, il est indispensable d'investir massivement dans les énergies renouvelables. Produire notre énergie localement, développer les communautés d'énergie, soutenir les coopératives citoyennes.

Parce que moins de dépendance, c'est plus de stabilité, et donc des factures plus prévisibles pour les citoyens comme pour les entreprises.

N'oublions pas également que l'énergie la moins chère, c'est celle qu'on ne consomme pas. Et pour cela on doit investir massivement dans l'isolation des bâtiments. Rénover, isoler, accompagner les ménages, c'est réduire durablement les factures.

A ce titre, On ne peut que regretter que le nouveau Gouvernement bruxellois risque d'abandonner les primes énergie mises en place ces dernières années, notamment sous l'impulsion des écologistes.

Chers collègues, cette motion envoie un message clair, protéger aujourd'hui, transformer pour demain. Parce que l'énergie n'est pas un luxe, c'est un droit. Et parce que la transition énergétique, ce n'est pas une option écologique, c'est une nécessité sociale et économique.

M. GORI :

Personne ici ne conteste une réalité. Les prix de l'énergie augmentent et cela pèse sur les ménages, sur nos services publics et sur notre Commune. C'est un fait et il d'être pris au sérieux. Mais il faut aussi garder un peu de rigueur dans l'analyse. D'abord, cette hausse n'est pas le résultat d'une inaction politique. Elle est directement liée à une crise géopolitique majeure avec des tensions au Moyen-Orient, qui perturbe une part importante de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz.

On parle de plus de 20% du pétrole mondial qui transite par le détroit d'Ormuz. Cela a un impact primordial sur les prix partout en Europe. Ensuite, je pense que c'est important d'éviter les raccourcis, dire que rien n'est fait ce n'est pas correct. Le Gouvernement fédéral suit la situation en temps réel. Avec la « CREG » pour surveiller les prix et éviter les abus. Des mécanismes existent déjà le contrat-programme limite les hausses trop brusques à la pompe.

Un plafond automatique est prévu pour le gaz en cas de flambées exceptionnelles. Elles d'autres mesures sont sur la table. Concrètement, des propositions sont en discussion pour faire baisser les prix, notamment, via le mécanisme du cliquet inversé, qui permettrait de réduire des accises quand les prix augmentent fortement. L'objectif c'est simple, amortir le choc pour les citoyens.

J'ajoute, deux éléments importants. Premièrement, dire que le Gouvernement augmente les accises sans nuance est trompeur. La fiscalité sur l'énergie évolue dans les deux sens. Aujourd'hui, ce qui est proposé justement, c'est de les diminuer quand les prix explosent pour protéger directement le pouvoir d'achat.

Enfin, un point essentiel, beaucoup de leviers demandés dans cette motion, comme la régulation des prix où certaines politiques énergétiques, se jouent à un niveau européen. Faire croire qu'une décision purement fédérale ou locale peut tout régler immédiatement, ce n'est pas exact. Par contre, ce qui est fait aujourd'hui c'est utiliser tous les leviers disponibles ici et maintenant.

J'aimerais rajouter une chose, c'est que on parle dans la motion d'augmenter les aides au niveau du CPAS. Il faut savoir que le CPAS d'Anderlecht a un budget annuel, si je ne me trompe pas, de plus de 800.000€ qui n'est jamais épuisé. Donc lorsqu'on arrivera à épuiser ce budget énergie, je pense qu'on pourra commencer à parler et deuxièmement, et ça, c'est un titre personnel quand-même, cette motion, qui vise à détruire et viser directement les manquements qu'aurait le Gouvernement fédéral, sont cosignés par « Vooruit ». Alors sauf erreur de ma part, s'il n'y a pas eu de changement entre-temps, « Vooruit » siège au Parlement fédéral. Donc comment est-ce possible qu'une motion soit cosignée par le même parti au niveau local ? Je m'interroge.

C. CHERFAN :

Aujourd'hui, on ne parle pas de théorie, on parle de la réalité des Anderlechtois. Des familles qui doivent choisir entre se chauffer et manger. Des indépendants qui voient leurs coûts exploser. Des parents qui comptent chaque euro pour faire le plein ou pour payer leur facture. Donc oui, cette motion nous allons la soutenir. Mais soyons clairs, ce n'est pas une victoire politique, c'est un constat d'échec global.

Échec du Fédéral qui taxe davantage au lieu de protéger. Échec des politiques énergiques qui nous ont rendus dépendants. Et échec, aussi, des partis traditionnels qui découvrent aujourd'hui, une crise que les citoyens vivent depuis longtemps. A la « TFA » on ne joue pas à faire semblant. On vote pour cette motion car les Anderlechtois ont besoin de solutions et pas de querelles. Mais on attend des actes concrets, rapides et surtout efficaces. Parce que les gens n'en peuvent plus et notre responsabilité ce n'est pas de faire des discours, c'est de changer leur quotidien.